L.12.010/2.
L.12.011/2.
L.12.012/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section législation, deuxième chambre, isi par le Ministre des Affaires uxelloises et de la Coopération Développement, le 27 février 74, d'une demande d'avis sur :

un projet d'arrêté royal "relatif à l'aide sociale et culturelle aux boursiers originaires des pays en voie de développement",

un projet d'arrêté ministériel "portant exécution de l'arrêté royal du ... relatif à l'aide sociale et culturelle directe",

un projet d'arrêté ministériel "portant exécution de l'arrêté royal du ... relatif à l'aide sociale et culturelle indirecte",

onné le 2 avril 1974 l'avis vant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e februari 1974 door de Minister van Brusselse Aangelegenheden en van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over :

1) een ontwerp van koninklijk besluit "inzake de sociale en culturele hulp aan de bursalen herkomstig uit de ontwikkelingslanden",

2) een ontwerp van ministerieel besluit "houdende uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit van ... inzake de rechtstreekse sociale en culturele hulp",

3) een ontwerp van ministerieel besluit "houdende uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit van ... inzake de onrechtstreekse sociale en culturele hulp",

heeft de 2e april 1974 het volgend advies gegeven :

La loi budgétaire ne constitue pas le fondement légal du projet et ce fondement n'est d'ailleurs pas invoqué par celui-ci.

Une loi budgétaire n'est, en principe, qu'un acte de prévision, d'évaluation et d'autorisation de recettes ou de dépenses, soumis à la règle de l'annalité. Hormis le cas où une disposition normative est introduite dans la loi budgétaire, cet acte de nature administrative, accompli dans la forme de la loi, ne peut servir de fondement légal à un arrêté réglementaire (Cass., 17 mai 1963 - Pas., I, p. 998).

Par conséquent, ce n'est pas l'article 67 de la Constitution, concernant l'exécution des lois, qu'il convient de viser au préambule, mais bien l'article 29 de la Constitution qui permet, notamment, au Roi en vertu de son pouvoir exécutif propre, de déterminer les conditions et les modalités de l'octroi de subventions.

*

* *

Le Conseil d'Etat propose ci-après un texte qui insére dans le projet d'arrêté royal la majeure partie des dispositions figurant dans les deux projets

.../...

d'arrêtés ministériels d'exécution de cet arrêté royal. Ce texte a été établi, dans son ensemble, avec l'accord du fonctionnaire délégué, sauf en ce qui concerne les articles 10, 23 et 24. Dans ces articles, le Conseil d'Etat n'a pas retenu l'exigence d'un avis favorable du Conseil de l'aide culturelle et sociale. En effet, compte tenu de la composition du Conseil, qui ne comprend que des candidats bénéficiaires de subventions, il ne convient pas que le Ministre soit lié par l'avis défavorable de ce Conseil.

TEXTE PROPOSE.

"ARRETE ROYAL RELATIF A L'AIDE SOCIALE ET CULTURELLE A CERTAINS BOURSIERS RESSORTISSANT DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu l'accord de notre Secrétaire d'Etat au Budget en date du 13 décembre 1973;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre de la Coopération au développement,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Chapitre Ier - De l'aide directe.

Article 1er. (arrêté royal, article 1er - arrêté ministériel, article 1er).

Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre qui a la Coopération au développement dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre, peut accorder une aide à caractère social et culturel aux étudiants et stagiaires ressortissant de pays en voie de développement, résidant en Belgique et qui bénéficient d'une bourse du Gouvernement belge.

Article 2. (Arrêté royal, article 4).

L'aide visée à l'article 1er peut, notamment, couvrir des frais afférents à des équipements mobiliers et vestimentaires, des frais de vacances pour le boursier et sa famille ainsi que des frais d'études pour son conjoint. Le Ministre fixe le montant et les modalités de payement des subventions accordées à cette fin.

.../...

Article 3. (Arrêté ministériel, article 2).

Une subvention annuelle peut être accordée en vue de couvrir les frais vestimentaires du conjoint et des enfants du boursier, résidant avec lui en Belgique

Cette subvention est payable à compter de la date d'arrivée, en Belgique, des bénéficiaires.

Article 4.(Arrêté ministériel, article 3).

Une subvention unique pour frais d'équipement mobilier et d'installation peut être accordée au boursier dont le séjour en Belgique est présumé devoir se prolonger durant une année académique ou scolaire au minimum.

Cette subvention est payable à compter de la date d'arrivée en Belgique du bénéficiaire.

Article 5. (Arrêté ministériel, articles 4 et 5).

A l'issue de l'année académique ou scolaire, une subvention pour frais de vacances peut être accordée au boursier d'études, à son conjoint et à chacun de ses enfants résidant avec lui.

Une même subvention peut être accordée au boursier stagiaire et à sa famille résidant avec lui, pour autant que son séjour ait eu une durée d'un an au moins,

.../...

Article 6. (Arrêté ministériel, article 6).

Une subvention annuelle peut être accordée au conjoint du boursier, si ce conjoint suit en Belgique des cours de plein exercice dans un établissement d'enseignement officiel ou d'enseignement libre subventionné par l'Etat.

Cette subvention est liquidée en deux tranches, sur présentation, pour la première, d'un certificat d'inscription et, pour la seconde, d'une attestation de fréquentation régulière, délivrés par la direction de l'établissement d'enseignement.

Chapitre II. - De l'aide indirecte.

Section 1. - Généralités.

Article 7. (Arrêté royal, articles 2 et 5).

Dans la limite des crédits budgétaires et en vue de couvrir tout ou partie de leurs frais de fonctionnement, le Ministre peut accorder des subventions à des organismes agréés par lui, qui veillent à l'encadrement ou s'occupent d'activités socio-culturelles en faveur d'étudiants et stagiaires ressortissant de pays en voie de développement, résidant en Belgique et qui bénéficient d'une bourse du Gouvernement belge.

Le Ministre fixe le montant et les modalités de payement de ces subventions.

.../...

Article 8. (Arrêté ministériel, articles 1 et 2).

Peuvent être agréés les organismes qui s'occupent de l'accueil ou de l'encadrement des boursiers, à savoir les foyers, les clubs et les organismes chargés d'activités spécialisées ainsi que les services sociaux des établissements d'enseignement supérieur.

Article 9. (Arrêté royal, article 3; arrêté ministériel, articles 3, 4 et 20).

Sans préjudice de l'application de dispositions particulières fixées par le présent arrêté, les organismes visés à l'article 8 doivent, pour être agréés, satisfaire aux conditions suivantes :

1° posséder le statut juridique d'association sans but lucratif ou d'établissement d'utilité publique conformément aux dispositions de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité juridique aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Toutefois, les services sociaux des établissements d'enseignement supérieur peuvent également être agréés à condition d'avoir une structure administrative reconnue par l'établissement dont ils relèvent, de disposer d'un budget propre et de tenir une comptabilité distincte;

2° s'engager à soumettre au Ministre un rapport annuel de leurs activités ainsi que leur comptabilité;

.../...

3° avoir exercé, pendant trois années au moins avant l'introduction de la demande et dans les conditions prévues au 1°, des activités socio-culturelles ou d'encadrement en faveur des boursiers étudiants ou stagiaires, ressortissant de pays en voie de développement et qui bénéficient d'une bourse du Gouvernement belge.

Cette condition n'est toutefois pas applicable aux organismes agréés à la date de la publication du présent arrêté.

Article 10.

L'agréation est accordée par le Ministre sur demande des intéressés et après avis du Conseil de l'aide sociale et culturelle visé à l'article 11.

Article 11. (Arrêté royal, article 7).

Il est institué auprès du Ministre qui a la Coopération au développement dans ses attributions, un Conseil de l'aide sociale et culturelle. Ce Conseil a pour mission de donner au Ministre, d'initiative ou à sa demande, des avis sur les matières qui font l'objet du présent arrêté et des mesures prises pour son exécution.

Article 12. (Arrêté royal, article 8).

Le conseil est composé d'un président et de dix membres dont cinq représentent les organismes d'accueil et cinq les services sociaux des établissements d'enseignement supérieur, nommés par le Ministre sur proposition de ces organismes. Le président est un fonctionnaire de l'Administration générale de la Coopération au développement. Le Ministre désigne également le fonctionnaire qui assume le secrétariat du Conseil.

Section 2. - Des foyers.

Article 11. (Arrêté ministériel, article 5).

Les foyers sont des organismes qui fournissent aux boursiers ressortissant de pays en voie de développement, des lieux d'hébergement et de rencontre et qui assurent, pour ceux-ci et leur famille, des services divers de caractère social et culturel.

Article 12. (Arrêté ministériel, article 5).

Pour être agréé, le foyer doit disposer de locaux convenablement meublés et chauffés , comportant au minimum :

a) vingt-cinq chambres, d'un confort suffisant;
b) une salle à manger;
c) une bibliothèque avec salle de lecture;
d) une salle de réunion d'au moins cinquante places;
e) des installations sanitaires en nombre suffisant.

En outre, en matière de personnel, les foyers doivent disposer, au minimum :

a) d'un responsable directeur-animateur;
b) d'un assistant social;
c) d'un personnel d'entretien et de cuisine.

Le foyer répondant aux conditions minima énumérées ci-dessus est considéré comme le foyer-type servant de base à la détermination des subventions.

.../...

Article 13.

L'octroi de subventions est limité à dix foyers choisis en fonction de la répartition géographique de la résidence des boursiers.

Article 14. (Arrêté ministériel, article 7).

Pour le calcul des subventions, il est tenu compte, à concurrence d'un montant maximum fixé par le Ministre, du loyer annuel des locaux ou, à défaut, de leur valeur locative, des frais d'administration et de fonctionnement.

Article 15. (Arrêté ministériel, article 8).

Tout foyer disposant de plus de vingt-cinq et de moins de soixante chambres peut bénéficier d'une subvention complémentaire dont le montant est fixé par le Ministre.

Article 16. (Arrêté ministériel, article 9).

Le nombre de chambres pris en considération pour le calcul des subventions est limité, pour chaque foyer, au nombre atteint le 1er janvier 1974, avec un maximum de soixante chambres.

Section 3. - Des clubs.

Article 17. (Arrêté ministériel, article 10).

Les clubs, au sens du présent arrêté, sont des organismes offrant des lieux de rencontre et de vie

.../...

sociale,organisés en vue de lutter contre l'isolement des boursiers ressortissant de pays en voie de développement et de favoriser les rapports interethniques et interculturels.

Article 18. (Arrêté ministériel, article 11).

Les clubs sont divisés en trois catégories : A, B et C, selon qu'ils sont établis dans des localités où résident en permanence plus de deux cents, entre cent et deux cents ou moins de cent boursiers.

Article 19. (Arrêté ministériel, article 11).

Pour être agréés, les clubs doivent disposer de locaux appropriés; les clubs de la catégorie A doivent bénéficier en permanence des services d'un animateur; les clubs des catégories B et C, des services d'un animateur à temps partiel.

Article 20. (Arrêté ministériel, article 11).

Pour le calcul des subventions, il est tenu compte à concurrence d'un montant maximum fixé par le Ministre, des frais du loyer annuel des locaux ou, à défaut, de leur valeur locative et du traitement de l'animateur.

Article 21. (Arrêté ministériel, article 12).

Une subvention complémentaire, forfaitaire et annuelle, peut être accordée aux clubs agréés situés dans

des localités où il n'y a pas de foyer, pour autant qu'ils disposent d'un minimum de cinq chambres destinées à l'hébergement des boursiers.

Section 4. - Des organismes chargés d'activités spécialisées

Article 22. (Arrêté ministériel, articles 13 à 18).

Au sens du présent arrêté, sont notamment considérées comme activités spécialisées, les activités suivantes :

1° l'organisation de centres de vacances;
2° l'organisation de vacances individuelles;
3° l'organisation de voyages collectifs et de coordination des transports en faveur des boursiers;
4° l'organisation d'information, de prospection, de coordination, d'assistance et d'évaluation en matière de travail extérieur aux études pour les boursiers étudiants;
5° l'organisation d'information, de prospection et de coordination en matière de logement pour les boursiers;
6° l'organisation d'activités sociales ou culturelles.

Article 23.

Des subventions aux organismes qui assurent les activités visées à l'article 22, peuvent être accordées sur base d'un programme préalablement agréé par le Ministre, après avis du Conseil de l'aide sociale et culturelle.

.../...

Ce programme doit détailler les frais de fonctionnement de l'organisme pour les activités envisagées.

Article 24. (Arrêté ministériel, article 19).

Dans des circonstances exceptionnelles, une subvention peut être accordée pour l'organisation d'activités sociales ou culturelles en faveur des boursiers ressortissant de pays en voie de développement. Le programme de ces activités doit préalablement être approuvé par le Ministre, après avis du Conseil de l'aide sociale et culturelle.

Section 5. - Des services sociaux des établissements d'enseignement supérieur.

Article 25. (Arrêté ministériel, article 20, 2).

Pour pouvoir bénéficier de subventions, les services sociaux des établissements d'enseignement supérieur doivent relever d'un établissement ayant inscrit, au premier décembre de l'année précédant celle de l'exercice budgétaire envisagé, un minimum de trente étudiants ressortissant de pays en voie de développement et qui bénéficient d'une bourse du Gouvernement belge.

Article 26. (Arrêté ministériel, article 21).

Le montant des subventions prévues à l'article 25 est calculé comme suit :

.../...

1° un subside de base est accordé aux services sociaux des établissements d'enseignement supérieur ayant inscrit entre trente et septante boursiers étudiants;

2° le solde des crédits budgétaires annuels affectés aux services sociaux des établissements d'enseignement supérieur est réparti comme suit :

a) il est attribué à chaque établissement un quota de points fixé sur base du nombre de boursiers du Gouvernement belge, ressortissant de pays en voie de développement, inscrits au 1er décembre de l'année précédant celle de l'exercice budgétaire envisagé;

Il est attribué un point par étudiant inscrit du septante et unième au nonantième, huit dizièmes de point par étudiant inscrit du nonante et unième au cent trentième et un demi point par étudiant inscrit au-delà du cent trentième.

Le total des points obtenus est calculé pour chaque établissement et constitue son quota.

b) le solde des crédits budgétaires est divisé par le total général des points afin de déterminer la valeur d'un point;

c) la subvention complémentaire allouée à chaque service social est le produit de la multiplication de la valeur du point par le quota attribué à l'établissement dont il relève.

.../...

Section 6. - Dispositions communes.

Article 27. (Arrêté royal, article 6).

Les subventions prévues au présent chapitre peuvent donner lieu au paiement d'avances dont les montants et modalités de paiement sont fixés par le Ministre.

Article 28. (Arrêté royal, article 6).

Dans le courant du premier trimestre de chaque année, les organismes agréés adressent au Ministre un rapport détaillé de leurs activités au cours de l'année précédente, ainsi que le compte détaillé de leurs recettes et dépenses.

Ce rapport et ce compte sont établis selon des plans arrêtés ou acceptés par le Ministre.

Les pièces justificatives sont tenues à la disposition des fonctionnaires et agents chargés du contrôle qui peuvent en prendre connaissance, sans déplacement.

Article 29. (Arrêté royal, article 6).

Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, l'agréation peut être retirée aux organismes qui négligent ou refusent de se conformer aux dispositions prévues au chapitre II du présent arrêté.

.../...

Chapitre III. - Dispositions finales.

Article 30. (Arrêté royal, article 10).

L'arrêté royal du 31 décembre 1968 relatif à l'aide sociale et culturelle aux boursiers originaires de pays en voie de développement, est abrogé.

Toutefois, les subventions aux organismes d'accueil agréés et aux services sociaux des établissements d'enseignement supérieur agréés, qui ont fait l'objet de crédits inscrits au budget de l'année 1973 peuvent être accordées sur base des dispositions du présent arrêté.

Article 31. (Arrêté royal, article 9).

Le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1974.

Article 32. (Arrêté royal, article 11).

Notre Ministre de la Coopération au Développement est chargé de l'exécution du présent arrêté. "

De begrotingswet levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp, dat er zich trouwens niet op beroept.

Een begrotingswet is in beginsel slechts een aan de regel van de eenjarigheid onderworpen handeling tot voorziening, raming en machtiging van ontvangsten of uitgaven. Buiten het geval dat een normatieve bepaling in de begrotingswet is opgenomen, kan die in de vorm van de wet verrichte administratieve handeling geen rechtsgrond opleveren voor een verordeningsbesluit (Cass., 17 mei 1963 - Pas. I, blz. 998).

Niet dus naar artikel 67 van de Grondwet, dat betrekking heeft op de uitvoering van de wetten, maar naar artikel 29 van de Grondwet, krachtens hetwelk de Koning op grond van zijn eigen uitvoeringsmacht onder meer de voorwaarden en regelen inzake subsidiëring kan vaststellen, moet in de aanhef worden verwezen.

*
* *

In de tekst die de Raad van State hierna als ontwerp-koninklijk besluit voorstelt, zijn de meeste bepalingen uit de twee tot uitvoering van dat besluit strekkende ontwerp-ministeriële besluiten verwerkt.
Die tekst is in zijn geheel opgesteld in overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar, op de artikelen 10, 23 en 24 na, waarin de Raad van State de eis van een gunstig advies

.../...

van de Raad voor sociale en culturele hulp niet gehandhaafd heeft. Die Raad bestaat alleen uit subsidiegerechtigde kandidaten, en het past dus niet dat de Minister door een ongunstig advies van die Raad wordt gebonden.

VOORGESTELDE TEKST.

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE SOCIALE EN CULTURELE HULP AAN SOMMIGE BURSALEN UIT ONTWIKKELINGSLANDEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 13 december 1973;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Hoofdstuk I. - Rechtstreekse hulp.

Artikel 1. (Koninklijk besluit, artikel 1 - ministerieel besluit, artikel 1).

Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Minister tot wiens bevoegdheid de Ontwikkelingssamenwerking behoort, hierna de Minister genoemd, sociale en culturele hulp verlenen aan studenten en stagiairs uit ontwikkelingslanden, die in België verblijven en een beurs van de Belgische Regering genieten.

Artikel 2. (Koninklijk besluit, artikel 4).

De in artikel 1 bedoelde hulp kan onder meer kosten voor huisraad en kleding, vakantiekosten voor de bursaal en zijn gezin en studiekosten voor zijn echtgenoot dekken. De Minister bepaalt het bedrag en de wijze van betaling van de te dien einde verleende subsidies.

Artikel 3. (Ministerieel besluit, artikel 2).

Een jaarlijkse subsidie kan worden verleend voor het dekken van de kledingkosten van de echtgenoot en kinderen van de bursaal die met hem in België verblijven.

Deze subsidie is betaalbaar te rekenen van de dag van aankomst van de gerechtigden in België.

.../...

Artikel 4. (Ministerieel besluit, artikel 3).

Een eenmalige subsidie voor huisraad en installatie kan worden verleend aan de bursaal van wie vermoed wordt dat hij gedurende ten minste een academie- of schooljaar in België zal moeten verblijven.

Deze subsidie is betaalbaar te rekenen van de dag van aankomst van de gerechtigde in België.

Artikel 5. (Ministerieel besluit, artikelen 4 en 5).

Bij het einde van het academie- of schooljaar kan een subsidie voor vakantiekosten worden verleend aan de beursstudent, aan zijn echtgenoot en aan elk van zijn met hem verblijvende kinderen.

Een zelfde subsidie kan worden verleend aan de beursstagiair en aan zijn met hem verblijvend gezin, voor zover zijn verblijf ten minste een jaar heeft geduurd.

Artikel 6. (Ministerieel besluit, artikel 6).

Een jaarlijkse subsidie kan aan de echtgenoot van de bursaal worden verleend als die echtgenoot in België lessen met volledig leerplan volgt in een officiële of een door de Staat gesubsidieerde vrije onderwijsinrichting.

Deze subsidie wordt in twee gedeelten vereffend, het eerste op overlegging van een inschrijvingsbewijs,

.../...

het tweede op overlegging van een bewijs dat de lessen regelmatig werden gevolgd, een en ander afgegeven door de directie van de onderwijsinrichting.

Hoofdstuk II. - Onrechtstreekse hulp.

Afdeling 1. - Algemene bepalingen.

Artikel 7. (Koninklijk besluit, artikelen 2 en 5).

Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Minister, tot algehele of gedeeltelijke dekking van de werkingskosten, subsidies verlenen aan door hem erkende instellingen die zorgen voor de begeleiding van of zich inlaten met socio-culturele activiteiten voor studenten en stagiairs uit ontwikkelingslanden, die in België verblijven en een beurs van de Belgische Regering genieten.

De Minister bepaalt het bedrag en de wijze van betaling van die subsidies.

Artikel 8. (Ministerieel besluit, artikelen 1 en 2).

Erkend kunnen worden de instellingen die zich inlaten met onthaal of begeleiding van bursalen, te weten de tehuizen, de clubs en de met gespecialiseerde activiteiten belaste instellingen, alsook de sociale diensten van de inrichtingen voor hoger onderwijs.

.../...

Artikel 9. (Koninklijk besluit, artikel 3, ministerieel besluit, artikelen 3, 4 en 20).

Onverminderd de toepassing van bijzondere bepalingen van dit besluit moeten de in artikel 8 bedoelde instellingen aan de volgende voorwaarden voldoen om te kunnen worden erkend :

1° het rechtsstatuut van vereniging zonder winstoogmerk of van instelling van openbaar nut bezitten overeenkomstig het bepaalde in de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

Ook de sociale diensten van de inrichtingen voor hoger onderwijs kunnen echter erkend worden, op voorwaarde dat zij een door de inrichting waaronder zij ressorteren erkende administratieve structuur hebben, over een eigen begroting beschikken en een afzonderlijke boekhouding voeren;

2° de verbintenis aangaan een jaarverslag van hun werkzaamheden en hun boekhouding aan de Minister voor te leggen;

3° gedurende ten minste drie jaar vóór het indienen van de aanvraag en onder de in 1° bepaalde voorwaarden socio-cultureel of begeleidingswerk verricht hebben ten behoeve van studenten of stagiairs uit ontwikkelingslanden, die een beurs van de Belgische Regering genieten.

.../...

Deze voorwaarde geldt niet voor de instellingen die op de datum van bekendmaking van dit besluit erkend zijn.

Artikel 10.

De erkenning wordt door de Minister verleend op aanvraag van de betrokkenen en na advies van de Raad voor sociale en culturele hulp, bedoeld in artikel 11.

Artikel 11. (Koninklijk besluit, artikel 7).

Bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Ontwikkelingssamenwerking behoort, wordt een Raad voor sociale en culturele hulp ingesteld. Die Raad heeft tot taak aan de Minister, eigener beweging of op diens verzoek, advies te verstrekken over de aangelegenheden die geregeld worden in dit besluit en in de ter uitvoering ervan genomen maatregelen.

Artikel 12. (Koninklijk besluit, artikel 8).

De Raad is samengesteld uit een voorzitter en tien leden, van wie er vijf de onthaalinstellingen en vijf de sociale diensten van de inrichtingen voor hoger onderwijs vertegenwoordigen, door de Minister benoemd op voorstel van die instellingen. De voorzitter is een ambtenaar van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking. De Minister wijst ook de ambtenaar aan die het secretariaat van de Raad waarneemt.

.../...

Afdeling 2. - Tehuizen.

Artikel 11. (Ministerieel besluit, artikel 5).

Tehuizen zijn instellingen die huisvestings- en ontmoetingsplaatsen ter beschikking stellen van bursalen uit ontwikkelingslanden en die hun en hun gezin allerlei sociaal en cultureel dienstbetoon verlenen.

Artikel 12. (Ministerieel besluit, artikel 5).

Om erkend te kunnen worden, moet het tehuis beschikken over behoorlijk gemeubelde en verwarmde lokalen, waaronder ten minste :

a) vijfentwintig kamers met voldoende comfort;
b) een eetzaal;
c) een bibliotheek met leeszaal;
d) een vergaderzaal voor ten minste vijftig personen;
e) een voldoende aantal sanitaire installaties.

Aan personeel moeten de tehuizen bovendien beschikken over ten minste :

a) een verantwoordelijke, directeur-animator;
b) een maatschappelijk assistent;
c) onderhouds- en keukenpersoneel.

Het tehuis dat aan de hiervoren gestelde minimumvoorwaarden voldoet, wordt beschouwd als het type-tehuis dat als grondslag dient voor het bepalen van de subsidies.

.../...

Artikel 13.

De subsidiëring wordt beperkt tot tien tehuizen, gekozen volgens de geografische spreiding van de verblijfplaatsen van de bursalen.

Artikel 14. (Ministerieel besluit, artikel 7).

Voor het berekenen van de subsidies wordt, tot een door de Minister bepaald maximumbedrag, rekening gehouden met de jaarlijkse huurprijs of, bij ontstentenis daarvan, de huurwaarde van de lokalen, en met de bestuurs- en werkingskosten.

Artikel 15. (Ministerieel besluit, artikel 8).

Ieder tehuis met meer dan vijfentwintig en minder dan zestig kamers kan in aanmerking komen voor een aanvullende subsidie, waarvan het bedrag door de Minister wordt bepaald.

Artikel 16. (Ministerieel besluit, artikel 9).

Het aantal voor de subsidieberekening in aanmerking genomen kamers wordt, per tehuis, beperkt tot het op 1 januari 1974 bereikte aantal, met een maximum van zestig kamers.

Afdeling 3. - Clubs.

Artikel 17. (Ministerieel besluit, artikel 10).

Clubs in de zin van dit besluit zijn instellingen die plaatsen ter beschikking stellen voor ontmoe-

.../...

tingen en maatschappelijk verkeer, georganiseerd om de vereenzaming van bursalen uit ontwikkelingslanden tegen te gaan en interethnische en interculturele betrekkingen te bevorderen.

Artikel 18. (Ministerieel besluit, artikel 11).

De clubs zijn verdeeld in drie categorieën : A, B en C, naargelang zij gevestigd zijn in plaatsen waar permanent meer dan tweehonderd, van honderd tot tweehonderd, of minder dan honderd bursalen verblijven.

Artikel 19. (Ministerieel besluit, artikel 11).

Om erkend te kunnen worden, moeten de clubs over geschikte lokalen beschikken : de clubs van categorie A moeten permanent over de diensten van een animator, de clubs van de categorieën B en C over de diensten van een animator met gedeeltelijke dagtaak beschikken.

Artikel 20. (Ministerieel besluit, artikel 11).

Voor het berekenen van de subsidies wordt, tot een door de Minister bepaald maximumbedrag, rekening gehouden met de jaarlijkse huurprijs of, bij ontstentenis daarvan, de huurwaarde van de lokalen, en met de wedde van de animator.

Artikel 21. (Ministerieel besluit, artikel 12).

Een forfaitaire, jaarlijkse aanvullende subsidie kan worden verleend aan de erkende clubs die gelegen

.../...

zijn in plaatsen waar geen tehuis is, voor zover zij over ten minste vijf kamers voor het huisvesten van bursalen beschikken.

Afdeling 4. - Instellingen belast met gespecialiseerde activiteiten.

Artikel 22. (Ministerieel besluit, artikelen 13 tot 18).

Als gespecialiseerde activiteiten in de zin van dit besluit worden onder meer aangemerkt :

1° het organiseren van vakantiecentra;
2° het organiseren van individuele vakanties;
3° het organiseren van groepsreizen en het coördineren van het vervoer ten behoeve van bursalen;
4° het organiseren van informatie, prospectie, coördinatie, bijstand en raming inzake werk buiten de studie voor beursstudenten;
5° het organiseren van informatie, prospectie en coördinatie inzake huisvesting voor bursalen;
6° het organiseren van sociale of culturele activiteiten.

Artikel 23.

Subsidies aan instellingen die instaan voor activiteiten als bedoeld in artikel 22, kunnen op grond van een vooraf door de Minister aangenomen programma worden verleend, na advies van de Raad voor sociale en culturele hulp.

.../...

Dat programma moet een omstandige opgave van de werkingskosten van de instelling voor de voorgenomen activiteiten bevatten.

Artikel 24. (Ministerieel besluit, artikel 19).

In uitzonderlijke omstandigheden kan een subsidie worden verleend voor het organiseren van sociale of culturele activiteiten ten behoeve van bursalen uit ontwikkelingslanden. Het programma van die activiteiten moet vooraf door de Minister goedgekeurd worden, na advies van de Raad voor sociale en culturele hulp.

Afdeling 5. - Sociale diensten van de inrichtingen voor hoger onderwijs.

Artikel 25. (Ministerieel besluit, artikel 20, 2).

Om voor subsidies in aanmerking te kunnen komen, moeten de sociale diensten van de inrichtingen voor hoger onderwijs ressorteren onder een inrichting die op 1 december van het jaar dat aan het bedoelde begrotingsjaar voorafgaat, ten minste dertig studenten uit ontwikkelingslanden, die een beurs van de Belgische Regering genieten, heeft ingeschreven.

Artikel 26. (Ministerieel besluit, artikel 21).

Het bedrag van de in artikel 25 bedoelde subsidies wordt als volgt berekend :

1° een basissubsidie wordt verleend aan de sociale diensten van de inrichtingen voor hoger onderwijs die van dertig tot zeventig beursstudenten ingeschreven hebben;

.../...

2° het saldo van de jaarlijkse begrotingskredieten voor de sociale diensten van inrichtingen voor hoger onderwijs wordt als volgt verdeeld :

a) aan iedere inrichting wordt een puntenquota toegekend op grond van het aantal uit ontwikkelingslanden herkomstige bursalen van de Belgische Regering die op 1 december van het jaar vóór het bedoelde begrotingsdienstjaar ingeschreven zijn;

Per ingeschreven student wordt van de eenenzeventigste tot de negentigste één punt, van de eenennegentigste tot de honderddertigste acht tiende van een punt, en boven de honderddertigste een halve punt toegekend.

Het totaal van de verkregen punten wordt voor elke inrichting berekend en vormt haar quota.

b) voor het bepalen van de waarde van een punt wordt het saldo van de begrotingskredieten gedeeld door het algemeen totaal van de punten;

c) de aan elke sociale dienst verleende aanvullende subsidie is het produkt van de vermenigvuldiging van de waarde van het punt met de quota die toegekend is aan de inrichting waaronder de dienst ressorteert.

.../...

Afdeling 6. - Gemeenschappelijke bepalingen.

Artikel 27. (Koninklijk besluit, artikel 6).

Op de in dit hoofdstuk bedoelde subsidies kunnen voorschotten worden betaald, waarvan het bedrag en de wijze van betaling door de Minister worden vastgesteld.

Artikel 28.(Koninklijk besluit, artikel 6).

In de loop van het eerste kwartaal van elk jaar zenden de erkende instellingen aan de Minister een omstandig verslag over hun activiteiten in het vorige jaar, alsook de omstandige rekening van hun ontvangsten en uitgaven.

Verslag en rekening worden opgemaakt volgens door de Minister vastgestelde of aangenomen schema's.

De bewijsstukken worden ter beschikking gehouden van de met de controle belaste ambtenaren, die er ter plaatse inzage van kunnen nemen.

Artikel 29. (Koninklijk besluit, artikel 6).

Onverminderd de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van de subsidies, kan de erkenning worden ontnomen aan instellingen die nalaten of weigeren de voorschriften van hoofdstuk II van dit besluit in acht te nemen.

.../...

Hoofdstuk III. - Slotbepalingen.

Artikel 30. (Koninklijk besluit, artikel 10).

Het koninklijk besluit van 31 december 1968 inzake de sociale en culturele hulp aan de bursalen herkomstig uit de ontwikkelingslanden, wordt opgeheven.

De subsidies aan erkende onthaalinstellingen en aan erkende sociale diensten van inrichtingen voor hoger onderwijs waarvoor kredieten zijn uitgetrokken op de begroting van het jaar 1973, kunnen echter worden verleend overeenkomstig het bepaalde in dit besluit.

Artikel 31. (Koninklijk besluit, artikel 9).

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1974.

Artikel 32. (Koninklijk besluit, artikel 11).

Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. E. RONSMANS, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. RONSMANS, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. G. VAN BUNNEN.